

SYNDICAT MIXTE AUTOLIB'



DELIBERATION 2011-010

Approbation d'une convention-type et autorisation donnée à la Présidente de mettre au point et de signer la convention avec les communes et les groupements de communes membres du Syndicat, ainsi qu'avec les communes membres de groupements de communes adhérant au Syndicat

Le jeudi 26 mai 2011 les membres du comité syndical, convoqués le 04 mai 2011, se sont réunis en séance publique au Syndicat mixte Autolib' à l'Hôtel de Ville de Paris (5 rue de Lobau 75004 PARIS), à 09H30, sous la présidence d'**Annick LEPETIT**, Présidente du Comité Syndical.

Étaient présents,

Bernard ACCART COURBEVOIE, **Pierre AVRIL** CA Sud de Seine (MALAKOFF), **Alain BERGOT** MAISONS-ALFORT, **Samuel BESNARD** CACHAN, **Christine BRUNEAU** CA Grand Paris Seine Ouest (BOULOGNE-BILLANCOURT), **Michel DELOISON** NEUILLY-SUR-SEINE, **Sophie DESCHIENS** LEVALLOIS-PERRET, **Jacques DUBY** SEVRES, **Geneviève GAILLABAUD** LA GARENNE COLOMBES, **Catherine GARDIN** Grand Paris Seine Ouest (MEUDON), **William LANZ** ASNIERES, **Philippe LEBEAU** PANTIN, **David MAHÉ** Grand Paris Seine Ouest (VANVES), **Jean-Luc MILLARD** DRANCY, **François-Marie PAILLER** Grand Paris Seine Ouest (CHAVILLE), **Patrice PATTÉE** SCEAUX, **Pascal PERRIN** CA Mont Valérien (RUEIL-MALMAISON), **Sophie TAILLE-POLIAN** (VILLEJUIF),

Ont donné pouvoir en leur nom avant l'ouverture de la séance :

Gérard MAHE CA Sud de Seine (FONTENAY-AUX-ROSES) à **Pierre AVRIL** CA Sud de Seine (MALAKOFF), **Jacques GODARD** LE BOURGET à **Jean-Luc MILLARD** DRANCY, **Pierre MANSAT** PARIS à **Annick LEPETIT**, **René ROUQUET** CA Plaine Centrale du Val-de-Marne (ALFORTVILLE) à **Samuel BESNARD** (CACHAN).

Etait absents et représentés :

Patrick BEAUDOUIN SAINT-MANDÉ par **Françoise FOUGEROLE**, **Bruno CHANUT** NANTERRE par **Jamel MAZOUZI**, **Olivier DOSNE** JOINVILLE-LE-PONT par **Patrice GENTRIC**, **Gaston GARINO** PUTEAUX par **Robert BERNASCONI**, **Muriel GOUDOU** GENNEVILLIERS par **Olivier MERIOT**, **Delphine HERBERT** CC Charenton-le-Pont-Saint-Maurice (CHARENTON-LE-PONT) par **Anne-Marie THIERCE**, **Georges SIFFREDI** (CHATENAY-MALABRY) **Jean-Paul MARTINERIE**,

Etaient absents et non représentés :

Alain BORTOLAMEOLLI VILLENEUVE-LA-GARENNE, **Jean-Paul BOULET** CHATILLON, **Gérald CALZETTONI** ROMAINVILLE, **Laurent CATHALA** CRÉTEIL, **Nicolas CHOJNACKI** MONTROUGE, **Marc EVERBECQ** BAGNOLET, **Morgane GARNIER** SAINT-OUEN, **Jean-Paul GAUDIN** Grand Paris Seine Ouest (VILLE D'AVRAY), **François KALFON** Région Île-de-France, **Philippe KALTENBACH** CA Sud de Seine (CLAMART), **Christian METAIRIE** ARCUEIL, **Christophe PAQUIS** LES LILAS, **Christophe PROVOT** Grand Paris Seine Ouest (ISSY-LES-MOULINEAUX), **Joseph ROSSIGNOL** LIMEIL-BREVANNES, **Philippe SARRE** (COLOMBES), **Jean-Louis TESTUD** CA Mont-Valérien (SURESNES), **Bruno TUDER** CA Sud de Seine (BAGNEUX), **Benoît WOESSMER** CC Charenton-le-Pont-Saint-Maurice (SAINT-MAURICE).

Ont également assisté à la séance sans participation au vote :

Hervé AUDIC SCEAUX, **Philippe LUTAUD** CLAMART

SYNDICAT MIXTE AUTOLIB'



DELIBERATION 2011-010

Approbation d'une convention-type et autorisation donnée à la Présidente de mettre au point et de signer la convention avec les communes et les groupements de communes membres du Syndicat, ainsi qu'avec les communes membres de groupements de communes adhérant au Syndicat

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris, autorisant la création du syndicat mixte Autolib',

Vu les statuts modifiés du syndicat mixte Autolib',

Vu le Code Général de la propriété des personnes publiques, et notamment ses articles L.2123-7 et 2123-8,

Vu le Code Général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2224-2,

Vu le projet de convention-type joint en annexe,

Le comité syndical, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article premier : d'approuver le projet de convention-type joint en annexe.

Article deuxième : d'autoriser la Présidente à mettre au point la convention avec chaque commune ou groupement de communes membre du Syndicat ainsi qu'avec les communes membres de groupements de communes adhérant au Syndicat et les groupements de communes dont sont membres certaines communes du Syndicat et qui détiennent des droits de gestion du domaine viaire.

La mise au point portera notamment sur l'intégration du nombre de stations concernées sur la base du tableau indicatif joint en annexe à la présente délibération, sur le choix de l'option de financement et sur l'adaptation des relations juridiques entre les différents gestionnaires du domaine public dans le cas de l'existence d'un groupement de communes.

Article troisième : d'autoriser la Présidente à signer les conventions ainsi mises au point avec chaque commune ou groupement de communes membre du Syndicat ainsi qu'avec les communes membres de groupements de communes adhérant au Syndicat et les groupements de communes dont sont membres certaines communes du Syndicat et qui détiennent des droits de gestion du domaine viaire.

La Présidente du Comité Syndical

CONVENTION

PORTANT SUPERPOSITION D'AFFECTATIONS
SUR PARTIE DU DOMAINE PUBLIC DE VOIRIE EN
SURFACE DE LA COMMUNE DE XXX AU PROFIT DU
SERVICE PUBLIC DE LOCATION DE VEHICULES
ELECTRIQUES EN LIBRE SERVICE DONT LA GESTION
RELEVE DE LA COMPETENCE DU SYNDICAT MIXTE
AUTOLIB'
ET
PORTANT SUR LA CONTRIBUTION DE CETTE COMMUNE
OU GROUPEMENT DE COMMUNES AUX DEPENSES
D'INVESTISSEMENT DU SYNDICAT MIXTE AUTOLIB'

SYNDICAT MIXTE AUTOLIB'



✉ 16 RUE DE LA BANQUE 75002 PARIS

☎ 01 80 18 92 00 • 📠 01 80 18 92 10

SIRET 200 021 624 000 16

COMMUNE DE XXX

18/05/2011

SOMMAIRE

Article 1 : Objet de la convention

Article 2 : Emplacements objets de la superposition d'affectations

Article 3 : Conditions financières

- article 3.1 : subvention d'investissement
- article 3.2 : indemnités liées à la superposition d'affectations

Article 4 : Réalisation des travaux

- article 4.1 : modification du domaine public
- article 4.2 : délivrance des autorisations préalables de travaux
- article 4.3 : accord des concessionnaires de réseaux et autres personnes concernées
- article 4.4 : procès verbal de remise des parcelles
- article 4.5 : communication de chantier
- article 4.6 : contrôle du bon déroulement des travaux
- article 4.7 : contrôle du bon achèvement des travaux
- article 4.8 : modalités d'implantation des stations ou Espaces Autolib'
-

Article 5 : Sujétions d'exploitation du domaine public de voirie

- article 5.1 : réseaux exploités
- article 5.2 : modification/déplacements de stations ou Espaces Autolib'
- article 5.3 : création d'une station ou Espaces Autolib'
- article 5.4 : entretien
- article 5.5 : suppression de stations ou Espaces Autolib'
- article 5.6 : responsabilités particulières
- article 5.7 : pouvoirs de police

Article 6 : Durée de la convention

Article 7 : Dispositif de suivi de l'application de la convention

Article 8 : Litiges relatifs à l'application de la convention

Annexes :

Annexe A : Dispositions relatives à la recharge des véhicules électriques

Annexe B : Description des stations ou Espaces Autolib', liste par arrondissement

Annexe C : Carte des stations ou Espaces Autolib' de recharge existantes à la date d'entrée en vigueur de la convention

Annexe D : Dispositions statutaires du Syndicat mixte Autolib'

ENTRE

Le Syndicat mixte Autolib', représenté par Madame Annick LEPETIT, Présidente du comité syndical d'une part,

ET

La Commune de XXX, représentée par son Maire ou son Président, dûment habilité à signer la présente convention en vertu d'une délibération du Conseil en date du XXX, ci-après dénommé "La Commune" d'autre part,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L2123-7 et L2123-8,

Vu les statuts du Syndicat mixte Autolib',

Vu la convention de délégation de service public pour la mise en place, la gestion, et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques signée le 1^{er} mars 2011,

Vu la délibération du conseil en date du XXX relative à la demande de création d'un Syndicat mixte ouvert « Autolib' » et à l'approbation du principe de l'adhésion de la Commune à ce syndicat,

Vu l'arrêté préfectoral portant création du Syndicat mixte Autolib' en date 9 juillet 2009,

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

PREAMBULE :

Dans le cadre du développement de l'offre de transport à l'échelle métropolitaine la Ville de Paris, de nombreuses communes et établissements de coopération intercommunale (EPCI) de la région parisienne et la Région Ile-de-France se sont associés au sein d'un syndicat mixte ouvert appelé Syndicat mixte Autolib' pour permettre aux parisiens et aux habitants de la Région Ile-de-France d'accéder à un service de location de véhicules électriques en libre service.

La mise en œuvre de ce service a nécessité la conclusion d'une convention de délégation de service public entre le Syndicat mixte Autolib' et une société concessionnaire en charge de la mise en place, la gestion, et l'entretien du service Autolib' et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques.

Cette société construira environ 1100 stations ou Espaces Autolib' sur le territoire des membres du Syndicat, dont une part significative sur la voie publique. Ces dernières comporteront pour chacune d'entre elles 4 à 8 places (une partie des stations ou Espaces Autolib' disposeront d'une borne dédiée à la recharge des véhicules électriques des particuliers voitures et deux roues) et, pour les Espaces Autolib', en complément des places, un kiosque permettant d'abriter les personnels du concessionnaire.

Le calendrier prévisionnel établi par la Syndicat mixte Autolib' pour la construction des stations ou Espaces Autolib' sur la voie publique est le suivant :

- étape 1 : environ 50 % des stations ou Espaces Autolib' réalisés de juillet à décembre 2011 ;
- étape 2 : environ 50 % des stations ou Espaces Autolib' réalisés de décembre 2011 à mai 2012.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet :

- conformément à l'article 16-1 des statuts du Syndicat mixte Autolib' d'une part et aux articles L2123-7 et L2123-8 du Code général de la propriété des personnes publiques d'autre part, de consentir au Syndicat mixte Autolib' une superposition d'affectations pour les stations ou Espaces Autolib' sur le domaine public viaire de surface.
- en application de l'article 7 des statuts du Syndicat mixte Autolib', de préciser les modalités financières relatives à la participation de la Commune aux investissements du Syndicat mixte Autolib'.

ARTICLE 2 : EMPLACEMENTS OBJETS DE LA SUPERPOSITION D'AFFECTATIONS

Les emplacements objets de la présente superposition d'affectations seront déterminés à l'issue des instructions techniques, parmi une liste de XXX emplacements potentiels annexée à la présente convention. Le Syndicat mixte Autolib' plantera sur les surfaces, objets de la présente convention XXX stations Autolib' et XXX Espaces Autolib', pour un total de XXX bornes de charge et autant de places de stationnement. Pour tenir compte des contraintes techniques liées à la réalisation des instructions techniques, les emplacements indiqués en annexe pourront être déplacés dans un périmètre de 150 m.

Conformément à l'article 5.1 de la convention de délégation de service public conclue par le Syndicat mixte Autolib' le concessionnaire pourra modifier jusqu'à 12,5% des localisations des emplacements sous réserve de la faisabilité technique de ces nouveaux emplacements et du respect d'un équilibre géographique global.

ARTICLE 3 : CONDITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : SUBVENTION D'INVESTISSEMENT

En application des dispositions de l'article L2224-2 du Code général des collectivités territoriales, la commune ou le groupement de communes participera aux dépenses d'investissement sous la forme d'une subvention d'investissement. Cette subvention est justifiée, pour la réalisation du service de mise à disposition de véhicules en libre-service, par l'obligation de mise à disposition des usagers de véhicules à motorisation électrique.

Cette obligation de service public entraînant des surcoûts liés, d'une part, au prix d'achat du véhicule électrique, supérieur à celui d'un équivalent thermique et, d'autre part, à la nécessité de déployer une infrastructure de recharge pour les véhicules électriques mis à disposition, qui ne peuvent être compensés par les recettes tirées de l'exploitation du service sans un montant excessif des tarifs, est de nature à justifier le recours à la subvention d'investissement.

Dans le cadre de l'application de l'article 7 des statuts du Syndicat mixte Autolib', le montant de la participation aux investissements sous forme de subvention due par la Commune ou par le groupement de communes pour chaque station en surface implantée sur son territoire est fixé à 50 000 €.

Toutefois, en application de la convention signée entre la Région Ile-de-France et le Syndicat mixte Autolib', la Région Ile-de-France prend en charge le financement de xxx stations sur le territoire de la Commune.

Le Syndicat mixte Autolib' en prolongement du mécanisme de financement de la Région prend en charge le financement de XXX stations sur le territoire de la Commune.

Ainsi, il reste à la charge financière de la Commune ou du groupement de communes le financement de XXX stations.

La Commune ou le groupement de communes opte :

- **Option a :** pour le financement direct d'un montant total de xxx k€ imputable sur les exercices 2011 et 2012.

Ou

- **Option b :** pour le financement étalé sous la forme de dix annuités par station imputables sur les exercices 2012 à 2021 de la façon suivante :

Dans le cas de l'option a :

- *Modalités de versement :*

Le versement de la subvention s'effectue pour chaque station en deux fois.

Pour chaque station, la commune ou le groupement de communes verse un premier acompte correspondant à 80% du montant de la subvention déterminée au présent article, puis le solde de la subvention correspondant au maximum à 20% dudit montant. Un versement peut regrouper plusieurs stations ou Espaces Autolib'.

- *Obligations administratives et comptables :*

Pour les acomptes :

Chaque mois et avant le 5 du mois, le Syndicat mixte Autolib' édite une programmation des nouvelles stations ou Espaces Autolib' à réaliser avant la fin des trois mois suivants.

Après accord de la commune ou du groupement de communes sous huit jours maximum sur cette programmation le Syndicat mixte Autolib' émet à l'encontre de la commune un titre de recette correspondant à 80% de la participation calculée pour ce programme. La Commune ou le groupement de communes s'acquitte de cet acompte dans les 60 jours suivant réception de l'avis des sommes à payer correspondant émis par la Direction Régionale des Finances Publiques.

Pour les soldes :

Chaque mois et avant le 5 du mois le Syndicat Mixte Autolib' édite un état comportant :

- les stations ou Espaces Autolib' réalisés le mois précédent et pour lesquels le procès-verbal de réception des travaux visé à l'article 4.7 a été signé par la Commune ;
- Pour chaque station ou Espace Autolib' la référence du numéro de mandat relatif à l'acompte ;
- Le montant total des soldes de subvention d'investissement au titre du mois précédent.

Après accord de la commune ou du groupement de communes sous huit jours maximum sur cet état le Syndicat mixte Autolib' émet à l'encontre de la Commune ou du groupement de communes un titre de recette correspondant au montant total des soldes de subvention d'investissement dus au titre du mois précédent. Le versement des soldes est effectué par la commune ou le groupement de communes dans les 60 jours suivant réception de l'avis des sommes à payer correspondant émis par la Direction Régionale des Finances Publiques d'Ile-de-France.

Tout retard de versement de l'acompte ou du solde de la subvention supérieur à soixante (60) jours ouvrira un droit au paiement d'intérêts de retard au taux d'intérêt légal.

Les subventions pourront, si besoin, être ajustées au vu du bilan visé à l'article 7 de la présente convention.

Si, en application des articles 42.1 et 43.2 de la convention de délégation de service public consentie par le Syndicat mixte Autolib', le concessionnaire rembourse au Syndicat tout ou partie des subventions d'investissement, le Syndicat pourra décider de la réutilisation de tout ou partie des sommes remboursées pour effectuer de nouveaux investissements dans l'intérêt du service ou reversera à la Commune ou au groupement de communes tout ou partie de ces sommes, proportionnellement aux subventions qu'elle aura versées et dans la limite des sommes versées.

Dans le cas de l'option b :

Les annuités sont versées le 1^{er} juin de chaque année à compter du 1^{er} juin 2012 et pour une durée de dix ans.

En outre, si la Commune demande la réalisation de bornes de recharge supplémentaires dédiés au rechargement des véhicules privés en application de l'article 5.1.1.1 de la convention de délégation de service public, elle s'acquittera des sommes indiquées dans le bordereau des prix mentionné en annexe E, déduction faite des éventuelles aides de l'Etat perçues par le Syndicat pour la réalisation de ces investissements.

ARTICLE 3.2 : INDEMNITE LIEE A LA SUPERPOSITION D'AFFECTATIONS

En application de l'article L2123-8 du code général de la propriété des personnes publiques ? la superposition d'affectations donne lieu à indemnisation.

Dans le cas où la Commune est le financeur de la subvention d'investissement, elle perçoit cette indemnisation.

Dans le cas où une station est implantée sur le domaine communal mais où la subvention est versée par un groupement de communes, la Commune renonce par la présente à la perception de cette indemnité au bénéfice du groupement de communes.

Cette indemnité n'est pas due pour les stations financées par la Région, par le Syndicat ou par un Département.

Le montant de cette indemnité, pour les stations ou Espaces Autolib' situées en surface de voirie sur le domaine public de la Commune ou du groupement de commune, est fixée à un montant annuel de 750 € par place Autolib'.

L'autorisation de superposition des places dédiées à la recharge de véhicules électriques des particuliers est accordée à titre gratuit. Si en application de l'article 43.1 de la convention de délégation de service public consentie par le Syndicat mixte Autolib', le délégataire verse une redevance supérieure à un euro, le Syndicat versera à la Commune une indemnité équivalente.

- *Modalités de versement :*

L'indemnité est due annuellement à partir de l'année 2012 et jusqu'au terme des superpositions d'affectations. Le versement porte sur les places objets d'une superposition d'affectations au titre de l'année précédente.

Pour la première et la dernière année, le montant de l'indemnité est calculé à compter de la date du procès verbal de remise des parcelles visé à l'article 4.4 de la présente convention.

Pour la dernière année le versement s'effectue en même temps que celui de l'année précédente.

- *Obligations administratives et comptables :*

Au 1^{er} septembre de chaque année le Syndicat mixte Autolib' édite au titre de l'année précédente la liste des stations ou Espaces Autolib' ayant fait l'objet d'une superposition d'affectation et le nombre de places concernées.

Après accord de la commune sur cette liste, cette dernière émet à l'encontre du Syndicat mixte Autolib' et avant le 15 septembre un titre de recettes correspondant à l'indemnité due.

A réception de l'avis d'émission de la Direction Régionale des Finances Publiques le Syndicat mixte Autolib' s'acquitte des sommes à payer dans un délai de 60 jours.

Tout retard de versement de l'indemnité supérieur à soixante (60) jours ouvrira un droit au paiement d'intérêts de retard au taux d'intérêt légal.

ARTICLE 4 : REALISATION DES TRAVAUX

ARTICLE 4.1 : GENERALITES

Tous les travaux nécessaires à la réalisation des stations ou Espaces Autolib' sont intégralement pris en charge par le Syndicat mixte Autolib' à condition qu'une zone de stationnement existe effectivement sur la parcelle concernée.

Le Syndicat mixte Autolib' prend en charge et assure également la fourniture et la pose des signalisations verticales et horizontales liées à la station Autolib'.

Lorsque la Commune émet le souhait d'implanter une station ou espace Autolib' à un emplacement ne comportant pas de places de stationnement existantes, les éventuels travaux afférents à la création de ces places sont à la charge de la Commune, et leur réalisation fait l'objet d'une étroite

coordination avec le Syndicat mixte Autolib' afin d'écourter au maximum la durée de l'ensemble des travaux, minimisant ainsi la gêne occasionnée sur l'espace public. Sont cités à titre informatif et non exhaustif les travaux suivants : suppression du trottoir, création d'un lincoln, modification du profil en travers de la voie, etc.

L'ensemble des interventions du Syndicat mixte Autolib' sur la voie publique doit se faire dans le respect des prescriptions du Règlement de Voirie de la Commune et de ses arrêtés d'application et de mise en œuvre. Les travaux sont conduits de manière à ne causer aucun dommage aux ouvrages établis sur et sous la voie publique.

Le Syndicat mixte Autolib' assure également la mise en œuvre et le suivi des travaux dans le respect des prescriptions des cahiers des charges techniques des marchés d'entretien de la voirie. Il associe la Commune à toutes les étapes de la préparation des dossiers et de la réalisation des travaux notamment en assurant son information en continu.

Le Syndicat mixte Autolib' fait son affaire des demandes de raccordement des stations ou Espaces Autolib' aux différents réseaux. Les travaux de raccordement doivent être réalisés de manière coordonnée avec les travaux de réalisation des stations ou Espaces Autolib'. Les instructions techniques relatives aux raccordements aux différents réseaux, notamment ERDF et télécom seront liées à celle relative à la station concernée.

La Commune indique au moins 30 jours avant la date communiquée par le Syndicat mixte Autolib' de démarrage des études relatives aux instructions techniques de chaque station si elle souhaite que cette station soit équipée de bornes de recharge dédiées au rechargement des véhicules privés dans les conditions fixées en annexe A à la présente convention.

ARTICLE 4.2 : MODIFICATION DU DOMAINE PUBLIC

La Commune se réserve le droit de refuser des emplacements Autolib' si la réalisation de la station engendre des coûts liés à la modification du domaine public.

ARTICLE 4.3 : DELIVRANCE DES AUTORISATIONS PREALABLES AUX TRAVAUX

- Pour chaque chantier prévisionnel le Syndicat mixte Autolib' est tenu d'établir les intentions de travaux.
- Avant la mise en place des chantiers, la Commune délivre sur la base d'études de faisabilité technique dénommées « instructions techniques » pour chaque station ou Espace Autolib', les autorisations nécessaires (et notamment arrêté d'autorisation de projet, autorisation d'intervention et arrêté de stationnement).
- A l'issue des instructions techniques, le Syndicat mixte Autolib' est tenu d'effectuer les demandes de barrage dans l'application informatique Coordination des Travaux de Voirie de la direction de la voirie et des déplacements et de fournir les plans d'emprises de chantier.

ARTICLE 4.4 : ACCORD DES CONCESSIONNAIRES DE RESEAUX ET AUTRES PERSONNES CONCERNEES

Avant la mise en place des chantiers, le Syndicat mixte Autolib' est réputé avoir obtenu l'accord ou la validation nécessaire de l'ensemble des concessionnaires de réseaux et autres personnes susceptibles d'être concernées, requis pour l'implantation de chaque station ou espace Autolib'.

La responsabilité de la Commune ne pourra en aucune manière être recherchée en cas de réseau non signalé ou d'erreur d'implantation quelle qu'elle soit.

A l'issue des instructions techniques et avant le début des travaux le Syndicat mixte Autolib' communique à la Commune :

- Pour ERDF, le numéro de projet de raccordement de chaque station ou Espace Autolib' ;
- Pour France Télécom, le numéro de projet de raccordement de chaque station ou Espace Autolib' et le déclaratif des modifications des longueurs de câbles installés.

ARTICLE 4.5 : PROCES-VERBAL DE REMISE DES PARCELLES

Un procès-verbal désigne et décrit les parcelles du domaine public de la Commune nécessaires à l'exploitation du service public Autolib' et faisant l'objet d'une superposition d'affectation.

Ce procès-verbal est établi à l'issue de la conférence sur place tenue obligatoirement avant la réalisation des travaux.

Le Syndicat mixte Autolib' et la Commune signent le procès-verbal contradictoirement et préalablement au début des travaux. Le procès-verbal inclut notamment l'état initial du revêtement de surface.

A compter de la date de signature du procès-verbal la parcelle est affectée au Syndicat mixte Autolib' pour l'exploitation du service Autolib'.

ARTICLE 4.6 : COMMUNICATION DE CHANTIER

Le Syndicat mixte Autolib' est en charge de la communication de chantier, dans le respect des règles et usages propres à la Commune et notamment les prescriptions du Règlement de Voirie et de ses arrêtés d'application et de mise en œuvre et le protocole de bonne tenue des chantiers.

A ce titre, le Syndicat mixte Autolib' organise en concertation avec la Commune la mise en place préalable aux travaux de supports de communication permettant une information claire sur le calendrier et la nature des travaux.

Une présentation pour validation par la Commune des maquettes des supports suivants est à prévoir, et ce 10 jours avant le lancement des premiers travaux. Ces supports sont :

- **un panneau d'information chantier** (format au règlement de voirie) : installé 2 jours avant le chantier. La partie haute indique a minima : le calendrier du chantier, un message indiquant la nature des travaux, l'identification du maître d'ouvrage, maître d'œuvre et les coordonnées téléphoniques des personnes à contacter pour toute question relative au chantier. La partie basse est réservée à l'identification des entreprises réalisant les travaux (nom, raison sociale, téléphone).
- **un panneau d'information sur barrière** : installé lors du déploiement des barrières, côté piétons et côté automobiliste. Il indique le calendrier et la nature du chantier.

Par ailleurs, l'entreprise qui assure les travaux doit être identifiable en permanence sans difficulté. Elle doit prévoir obligatoirement un panneau d'identification simple (raison sociale, adresse, numéro de téléphone à joindre en cas d'urgence). Ce support est fixé à une barrière de chantier visible en permanence et limité à un exemplaire par emprise. Son format (50 x 40 cm) est à respecter.

Le SMA s'engage à effectuer un contrôle régulier du bon état et de la propreté du dispositif de communication de chantier.

La communication des chantiers Autolib' devra se montrer exemplaire.

ARTICLE 4.7 : CONTROLE DU BON DEROULEMENT DES TRAVAUX

Le Syndicat mixte Autolib' est en charge du bon déroulement des travaux. Il associe la Commune au suivi des travaux.

ARTICLE 4.8 : CONTROLE DU BON ACHEVEMENT DES TRAVAUX

Le Syndicat mixte Autolib' est en charge de la vérification du bon achèvement des travaux. Il associe la Commune à leur réception par le biais de la signature d'un procès-verbal contradictoire à l'issue des travaux.

ARTICLE 4.9 : MODALITES D'IMPLANTATION DES STATIONS OU ESPACES AUTOLIB'

Les stations ou Espaces Autolib' sont implantés selon les caractéristiques et les modalités décrites en annexe B à la présente convention.

Conformément à l'article L115-1 du Code de la Voirie Routière, le Maire assure la coordination des travaux affectant la voie publique ; à ce titre, la Commune est maître du calendrier de déroulement des travaux sur son territoire. Elle facilite l'organisation des travaux en lien avec le Syndicat mixte Autolib' en tenant compte des exigences de déploiement du service public Autolib'.

ARTICLE 5 : SUJETIONS D'EXPLOITATION DU DOMAINE PUBLIC DE VOIRIE

La Commune conserve la gestion de son domaine public routier.

Conformément à l'article L 2123- 7 du Code général de la propriété des personnes publiques, le présent article détermine les modalités techniques de gestion des parcelles concernées par l'affectation au service public Autolib'.

ARTICLE 5.1 : RESEAUX EXPLOITES

Le Syndicat mixte Autolib' s'engage à laisser traverser les parcelles objet du présent article par toutes canalisations souterraines ou aériennes existantes ou futures des différents réseaux de distribution ou d'assainissement.

La Commune conserve le droit exclusif de délivrer les autorisations ou permissions d'occupation concernant les réseaux des services et concessionnaires et d'en percevoir les redevances ou taxes afférentes.

La Commune conserve également le droit exclusif d'autoriser des travaux concessionnaires. Les réfections de voirie sont réalisées par la Commune et pris en charge par le concessionnaire.

ARTICLE 5.2 : MODIFICATIONS/DEPLACEMENTS DE STATIONS OU ESPACES AUTOLIB'

La Commune se réserve le droit d'apporter aux parcelles objet du présent article toutes les modifications rendues nécessaires par ses projets d'aménagement, ses travaux ou ceux de ses concessionnaires, sans que l'exploitant du service Autolib' ne puisse s'y opposer ni obtenir aucune indemnité.

Les modifications, réfections ou déplacements de stations ou Espaces Autolib' rendus nécessaires par un projet d'intérêt général sont à la charge de l'exploitant du service Autolib', et notamment, réaménagement d'une place, recalibrage d'une voie, etc.

L'accès aux parcelles des agents de la Commune et des entreprises travaillant pour son compte est autorisé en permanence.

ARTICLE 5.3 : CREATION D'UNE STATION

Lorsque la création d'une station ou Espace Autolib' nécessite la création d'une tranchée hors périmètre de la parcelle remis au Syndicat mixte Autolib', les travaux de réfection de voirie seront pris en charge financièrement par l'exploitant du service Autolib'. Ils seront réalisés par la Ville de Paris dans le cadre d'un compte de tiers sauf accord de cette dernière pour qu'ils soient réalisés par l'exploitant.

ARTICLE 5.4 : ENTRETIEN

Le Syndicat mixte Autolib' s'engage à assurer l'entretien de la structure et du revêtement de voirie des parcelles objets de la superposition d'affectations telles que décrites dans le procès-verbal mentionné à l'article 4.3. Sont notamment concernés : la chaussée abritant les places de stationnement, le trottoir bordures comprises, le caniveau, etc. Aucune indemnité ne pourra être réclamée au titre de la privation temporaire d'exploitation du service liée aux opérations d'entretien.

Le Syndicat mixte Autolib' s'engage à assurer, sur les parcelles mises à disposition, l'entretien et le nettoyage des mobiliers et de la signalisation, à savoir : les bornes de recharge, les bornes de

location, les kiosques, les panneaux de signalisation verticale, la signalisation horizontale, les éventuels potelets et arceaux, les éventuels seuils ou îlots.

La Commune assure le nettoyage des parcelles mises à disposition.

ARTICLE 5.5 : SUPPRESSION DE STATIONS OU ESPACES AUTOLIB'

La suppression d'une station ou Espace Autolib' met fin à la superposition d'affectations sur les parcelles considérées.

Le Syndicat mixte devra démolir à ses frais, sauf demande expresse de la Commune, les ouvrages, constructions et installations existant sur la voie publique affectée à la station ou espace Autolib'.

Les ouvrages, constructions et installations dont le maintien à l'issue de la superposition d'affectations a été accepté par la Commune deviennent de plein droit et gratuitement sa propriété.

Une fin de superposition d'affectations pour une parcelle du domaine public de la Commune donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal. Le Syndicat mixte Autolib' et la Commune signent ce procès-verbal contradictoire suite à la réalisation des travaux de remise en état si besoin. Le procès-verbal inclut notamment l'état du revêtement de surface en comparaison de l'état initial consigné dans le procès-verbal mentionné à l'article 3.3.

ARTICLE 5.6 : RESPONSABILITES PARTICULIERES

En tant que gestionnaire d'ouvrages le Syndicat mixte Autolib' sera tenu de répondre aux instructions techniques concernant les nouveaux ouvrages des autres occupants du domaine public et sera à ce titre considéré comme un concessionnaire.

Le Syndicat mixte Autolib' est responsable des conséquences de l'implantation de ses mobiliers sur l'état du domaine public mis à disposition. Il est également responsable de tous dommages aux biens et aux personnes pouvant résulter de leur présence et de leur utilisation ou à l'occasion des travaux d'aménagement.

Lorsque les obligations du Syndicat mixte Autolib' prévues au présent article ne sont pas remplies, la Commune constate les manquements et les notifie au Syndicat mixte Autolib' qui dispose d'un mois calendaire à compter de la notification pour se conformer à ses engagements.

En cas de constatation par la Commune d'une défaillance mettant en cause la sécurité des usagers elle demandera au Syndicat mixte Autolib' une remise en sécurité immédiate faute de quoi elle fera procéder aux travaux de remise en sécurité aux frais du Syndicat mixte Autolib'.

ARTICLE 5.7 : POUVOIR DE POLICE

Le Maire et, le cas échéant, le Préfet de Police conservent leurs compétences respectives en matière de police de la circulation et du stationnement. Ils prennent notamment toutes mesures réglementaires de police tendant à assurer la sécurité des usagers de la voie publique pendant la période de travaux.

Le Syndicat mixte Autolib' est responsable de l'exécution de ces mesures de police aux abords des chantiers d'implantation des stations ou Espaces Autolib'. Il assure notamment le barrage des différentes emprises, leur signalisation et pré-signalisation suivant les prescriptions réglementaires et prend toute disposition utile pour la sécurité des usagers de la voie publique.

Dans le but de faciliter les échanges d'informations avec le Syndicat mixte Autolib', la Commune désigne un responsable des travaux et, le cas échéant, un responsable par arrondissement qui sera l'interlocuteur privilégié du Syndicat mixte Autolib'.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature.

Elle prend fin lors de l'achèvement du service public de location de véhicule en libre service Autolib' ou le cas échéant, avec le retrait de la Commune du Syndicat mixte Autolib'.

Après disparition de l'affectation secondaire au service public de location de véhicule en libre service, seule demeurera l'affectation initiale à la voirie communale.

Les ouvrages, constructions et installations dont le maintien à l'issue de la superposition d'affectations a été accepté par la Commune deviennent de plein droit et gratuitement sa propriété.

Dans le cas d'un retrait de la Commune du Syndicat mixte Autolib', les modalités d'indemnisation prévues par l'article 8 de statuts du Syndicat seront réglées par une convention particulière.

ARTICLE 7 : DISPOSITIF DE SUIVI DE L'APPLICATION DE LA PRESENTE CONVENTION

La Commune désigne un responsable Autolib' chargé du contrôle de la bonne exécution de la présente convention et qui sera l'interlocuteur privilégié du Syndicat mixte Autolib'.

Le Syndicat mixte Autolib' établira trimestriellement un bilan relatif aux travaux réalisés et à leur coût.

ARTICLE 8 : LITIGES RELATIFS A LA PRESENTE CONVENTION

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relève de la compétence du tribunal administratif de Paris. Les parties s'engagent à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Fait à Paris
Le

Fait à
Le

La Présidente du Syndicat mixte Autolib'
Madame Annick LEPETIT

Le Maire de XXX
Monsieur XXX

Le Président de la Communauté d'agglomération de XXX
Monsieur XXX

ANNEXE A : DISPOSITIONS RELATIVES A LA RECHARGE DES VEHICULES ELECTRIQUES DES PARTICULIERS (ANNEXE SPECIFIQUE A LA VILLE DE PARIS)

ARTICLE A.1 : DEFINITIONS

Station de Recharge : station de recharge pour véhicules électriques, comportant des places de stationnement et du mobilier spécifique, gérée par la Ville de Paris et existante à la date de signature de la présente convention.

ARTICLE A.2 : BORNES DEDIEES A LA RECHARGE DES VEHICULES des particuliers

Il est convenu que deux cent cinquante (250) stations ou Espaces Autolib' sur voirie situés sur le territoire de la Ville de Paris seront équipés d'une borne de recharge et d'une place de stationnement supplémentaire, dédiées à la recharge des véhicules électriques de particuliers.

ARTICLE A.3 : DEMANTELEMENT DU RESEAU DE STATIONS DE RECHARGE

La carte des stations de recharge est jointe en annexe C.

Dans le but d'éviter une cohabitation entre les stations de recharge existantes et le service de recharge mis en place dans le cadre d'Autolib', la Ville de Paris s'engage à neutraliser son réseau de 41 bornes existant au plus tard à la date d'ouverture au public du service Autolib'.

Le Ville de Paris s'engage à procéder elle-même, à ses frais, au démantèlement des ces bornes.

Le Syndicat mixte Autolib' s'engage à mettre en service à la date d'ouverture au public du service Autolib' au moins un nombre équivalent de bornes dédiées à la recharge des véhicules des particuliers, afin de ne pas créer de rupture de service pour les usagers.

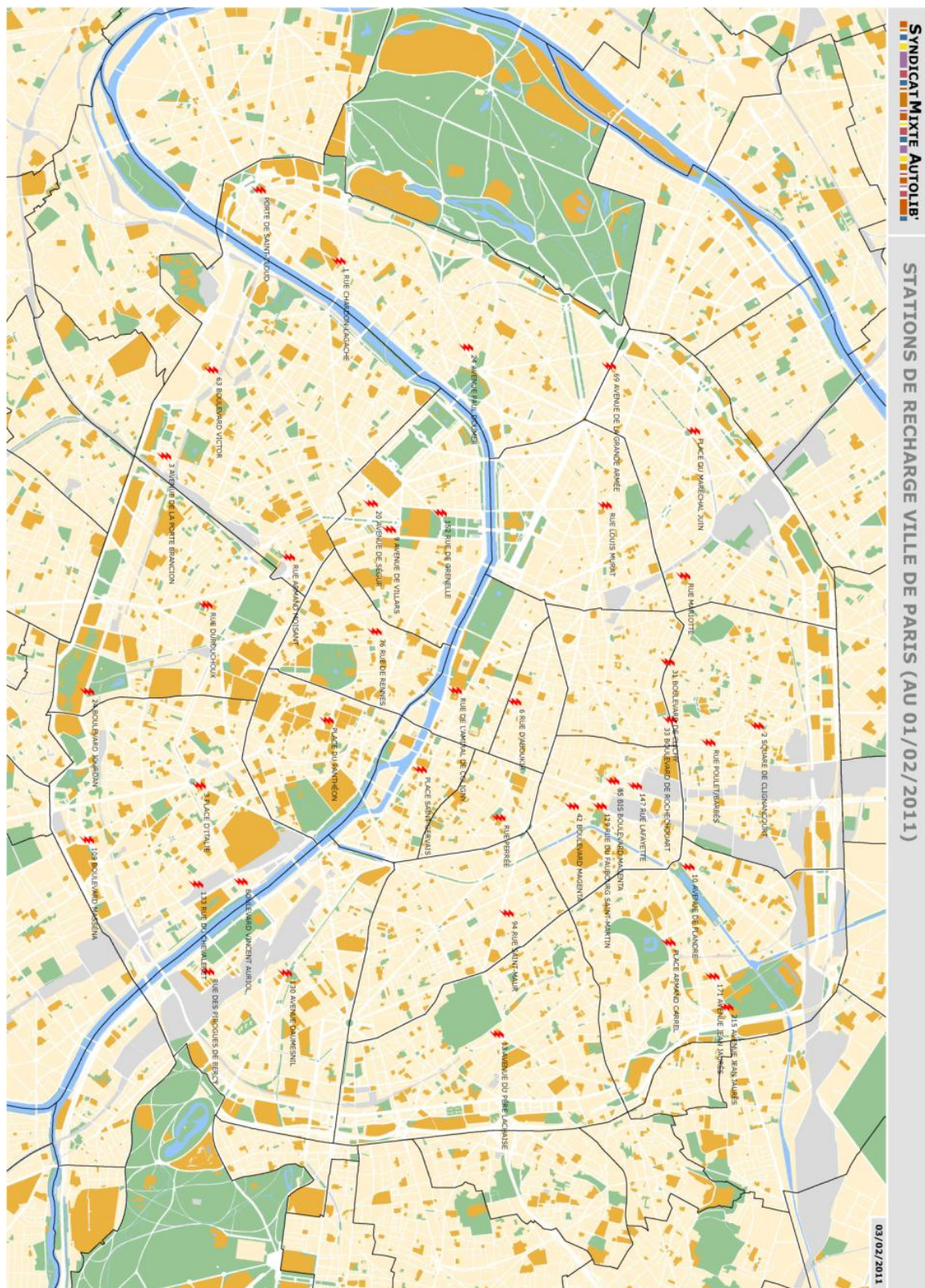
Certaines stations de recharge sont actuellement sur un emplacement repris dans le cadre de la création d'une station ou espace Autolib'.

Dans ce cas, une concertation préalable entre la Ville et le Syndicat mixte Autolib' sera nécessaire pour définir précisément la nature des travaux à réaliser et le phasage des interventions sur le site. Pour ces stations ou Espaces Autolib' la Ville de Paris ne prendra en charge que la dépose des bornes existantes, à l'exclusion de tous autres travaux.

Le Syndicat mixte Autolib' fournira à la Ville de Paris le planning prévisionnel d'implantation des stations ou Espaces Autolib', afin de permettre l'arrêt progressif des contrats de maintenance sur les bornes existantes dont les emplacements seront repris par des stations ou Espaces Autolib' et l'information des usagers. L'information chantier réalisée par le concessionnaire devra donner aux utilisateurs l'adresse de la borne de recharge disponible la plus proche.

ANNEXE B : DESCRIPTION DES STATIONS OU ESPACES AUTOLIB'
Demander aux SMA la liste des 580 stations ou Espaces Autolib' envisagées

ANNEXE C : CARTE DES STATIONS OU ESPACES AUTOLIB' DE RECHARGE EXISTANTES A LA DATE DE SIGNATURE DE LA PRESENTE CONVENTION



ANNEXE D : STATUTS DU SYNDICAT MIXTE AUTOLIB'

ANNEXE E : BORDEREAU DES PRIX APPLICABLES